

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille, CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

Nantes, le 15 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIVETEAU BOIS

La Vallée - BP 7
STE FLORENCE
85140 Essarts En Bocage

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage. L'inspection a été annoncée le 13/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'est déroulée à la suite de l'accident survenu le 13 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIVETEAU BOIS
- La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 2.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 jours
3	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie survenu dans la journée du dimanche 13 avril 2025, a eu des conséquences importantes pour les installations de granulation du site.

Des mesures de gestion des conséquences de cet accident doivent être rapidement mises en œuvre. Ces mesures portent notamment sur la mise en sécurité des installations impactées, l'analyse des prélèvements réalisés par le SDIS pendant la phase active de l'incendie à l'aide de canisters, l'élaboration d'un plan de prélèvements dans l'environnement du site, la gestion des eaux polluées confinées et la gestion des déchets générés par l'accident. L'exploitant devra également rédiger un rapport d'accident et mettre à jour l'étude de dangers du site.

Un projet d'arrêté de mesures d'urgence en ce sens est proposé au préfet de la Vendée, en parallèle du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 2.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Accident

Prescription contrôlée :

Le rapport d'accident précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Au vu des premiers éléments recueillis, le 13 avril 2025 vers 16 h, une explosion de poussières de bois dans un cyclone (cyclone au centre de la photographie ci-après) aurait entraîné l'incendie de l'atelier de granulation G20. Malgré le bon fonctionnement des événements de ce cyclone, l'explosion aurait entraîné un incendie qui s'est propagé à l'ensemble de l'atelier de granulation et à certains équipements connexes (convoyeurs et silo S6). Certains silos connexes (S8, S9 et S12), sur lesquels des températures anormales ont été détectées, ont fait l'objet de mesures de protection de la part du SDIS (arrosage des pellets). Afin d'empêcher la propagation vers d'autres installations, l'exploitant a dû sectionner des bandes transporteuses. En revanche, l'incendie ne s'est pas propagé à la partie du bâtiment G20 abritant la chaudière biomasse, grâce au mur EI 120 séparant ces deux parties.

L'accident n'a ainsi concerné que l'activité de granulation et a été limité à une zone d'environ 1 000 m². La phase active de l'incendie semble avoir duré environ 5 h.



Lors de la visite de contrôle, l'exploitant et le SDIS continuaient de mettre en œuvre des opérations de maîtrise et de surveillance de la phase finale de l'incendie. Des fumerolles étaient encore visibles.

L'incendie paraît avoir engendré une quantité notable de fumées. Lors de la phase active de l'incendie, le SDIS a mis en place deux canisters (outil de mesure de la qualité de l'air) : l'un sur le site, le second au croisement de la rue de la Barre et de l'impasse de la Toscane à Sainte-Florence, à environ 650 m du bâtiment G20.

L'accident étant récent, le rapport d'accident n'a pas encore été rédigé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments recueillis et des enjeux, il est demandé à l'exploitant de :

- faire procéder à l'analyse de ces prélèvements, en cherchant les COV.
- élaborer et mettre en œuvre un plan de prélèvements dans l'environnement, a minima pour la matrice « sols », afin de s'assurer de l'absence de risque sanitaire ;

- remettre un rapport d'accident. Pour cela, l'exploitant est invité à utiliser le modèle disponible à l'adresse suivante : <https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-desinstallations-classees-dun-accident/>

Un projet d'arrêté de mesures d'urgence en ce sens est proposé au préfet de la Vendée, en parallèle du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.9

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des conséquences d'un accident

Prescription contrôlée :

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...].

Constats :

Les eaux d'extinction ont été collectées par le réseau des eaux pluviales du site, ont transité dans un bac de décantation, avant d'être confinées dans le bassin dédié du site (constituant également la réserve incendie mais dont plusieurs milliers de mètres cubes sont dédiés à un tel confinement), localisé au sud-ouest.



Une partie des résidus de l'incendie a été retenue dans ce bac de décantation. Une phase flottante est néanmoins présente au niveau de l'entrée du le bassin de confinement. L'exploitant a indiqué prévoir l'écémage de ces phases flottantes, qui seront orientées vers une filière déchets.

La lutte contre l'incendie a nécessité l'usage d'émulseurs, et a donc entraîné la production de mousse. D'après les premiers éléments recueillis auprès du SDIS, les émulseurs utilisés lors de la phase active de l'incendie ne contenaient pas de PFAS (émulseur non fluoré). Cependant, au cours de l'inspection, le SDIS a indiqué avoir à disposition des émulseurs fluorés. Ces émulseurs sont susceptibles d'avoir été utilisés lors de la phase de maîtrise/surveillance de l'incendie. L'exploitant devra s'informer auprès du SDIS de l'éventuelle utilisation de tels émulseurs fluorés. La gestion des eaux d'extinction confinées devra prendre en compte l'éventuelle présence de ces substances.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ces éléments, il est demandé à l'exploitant de :

- faire procéder à l'analyse de la qualité des eaux confinées (y compris en ce qui concerne les PFAS, sauf à justifier de la nature des émulseurs utilisés)
- proposer des modalités adaptées de gestion de ces eaux en fonction de leur qualité.

Un projet d'arrêté de mesures d'urgence en ce sens est proposé au préfet de la Vendée, en parallèle du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 jours

N° 3 : État des stocks des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a transmis plusieurs documents relatifs au recensement des produits chimiques susceptibles d'être présents dans la zone concernée par l'incendie. Au vu de ces éléments, aucun produit dangereux n'étant présent dans cette zone en quantité notable. En revanche, les éléments transmis ne précisent pas la nature et la quantité des matières combustibles concernées par l'incendie, ce qui constitue un écart. Ces éléments sont notamment nécessaires pour déterminer le terme source et donc pour estimer la nature et la quantité des produits de décomposition émis à l'atmosphère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de ces éléments, il est demandé à l'exploitant de transmettre l'état des stocks des zones concernées par l'incendie, intégrant les matières combustibles non dangereuses (y compris les encours dans les installations de granulation). Ces éléments pourront être intégrés à « l'état des lieux » mentionné à l'article 6.1.a) du projet d'arrêté de mesures d'urgence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 jours